



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 152 - Janvier/Février 2009

À l'Ouest, au Nord et à l'Est, un désastre ; au Sud, un bilan morose

La paix au Darfour semble de plus en plus lointaine. Le Qatar, pays hôte prévu, cherche à savoir qui va véritablement participer aux discussions et de quoi on parlera. Il est découragé par les positions du Mouvement pour la justice et l'égalité de Khalil Ibrahim (MJE), qui parle de paix en faisant la guerre, et de l'Armée de libération du Soudan d'Abd el Wahid el Nour (ALS), dont les demandes sont impossibles à satisfaire. Il exige ainsi le retour des déplacés chez eux avant d'entamer des pourparlers vraisemblablement car le gouvernement soudanais a perdu toute crédibilité et n'a jamais respecté sa signature. Bassolé, le médiateur responsable des négociations, se rend une fois par semaine au Qatar mais ne semble pas avoir envie de parler. D'autre part, le seul résultat de « l'initiative » du peuple soudanais n'a pas fonctionné (Cf. Darfour).

Nous attendons toujours avec impatience la décision de la Cour pénale internationale. Khartoum s'inquiète et s'agite. « *Le complot d'Ocampo, une intrigue politique scandaleuse* », lit-on à la sortie de l'aéroport en français et en anglais. Gérard Prunier (CNRS) juge le régime « *très fragile* », « *un coup d'État* » (lequel?) ou une offensive du Mouvement pour la justice et l'égalité, sont possibles. Selon Marina Peter (Sudan Focal Point Europe), « *dans les journaux, aucun article n'accuse le procureur général de mentir. Les gens sont extrêmement nerveux et craignent le pire, la situation devient de plus en plus difficile. Elle est tendue à Khartoum : la nuit après 11 heures, une lourde présence (de la sécurité?) aux checkpoints pèse, alors que les vitres noires des véhicules exigent désormais une autorisation. Beaucoup d'arrestations secrètes ont lieu.* »

Hassan el Tourabi, qui a dirigé le Soudan jusqu'à sa brouille avec Béchir en 1999 et préside aujourd'hui le parti du Congrès populaire, a dit à la presse, le 14 janvier : « *Politiquement, nous pensons qu'il (Béchir) est coupable. Il devrait assumer la responsabilité de tout ce qui arrive au Darfour, déplacements, incendies de tous les villages, viols systématiques et continus à grande échelle, tueries.* » Refusant de prêter au gouvernement des intentions génocidaires, il pressait Béchir de laisser son poste pour éviter à son pays l'isolement international. À minuit, il était arrêté par une équipe de la Sécurité nombreuse et très armée. Selon des rumeurs, le MJE, accusé par Béchir d'être l'aile militaire du Congrès populaire, aurait l'intention d'attaquer immédiatement. Tourabi devait être rapidement jugé mais le ministre de la justice avoua ne pas savoir pourquoi. Il aurait été emmené à la prison de Port-Soudan qui est très sale, humide, pleine de moustiques.

Selon le journaliste Peter Kuot Ngong, Béchir a perdu ses

premiers soutiens. La Ligue arabe n'en parle plus et Moubarak, le président égyptien, lui aurait dit que le processus de sa disparition, analogue à celui qui a frappé Saddam Hussein, était déjà bien entamé et qu'il ne pouvait rien pour lui. Le ministre égyptien des Affaires étrangères a annoncé officiellement qu'il ne se dresserait pas contre la CPI. L'Union africaine est désormais silencieuse, après le départ de Thabo Mbeki. Le pire est la position du Congrès national (CN). En septembre 2008, sa direction a décidé de livrer à la CPI, à la place de Béchir, Ahmed Harun et Ali Kushayb, inculpés depuis 2007, mais Ocampo a refusé. Les deux intéressés ont fait savoir que, si cette menace se concrétisait, ils chargeraient le président, lequel n'a pu que déclarer qu'« *il n'autoriserait jamais aucun Soudanais à être jugé en-dehors du Soudan* ». Béchir a-t-il compris que ses amis allaient le lâcher ? Au Qatar, il a déclaré qu'il abandonnerait son poste si le peuple soudanais le lui demandait. Aujourd'hui, il veut se représenter aux élections : être président sera son bouclier contre la CPI.

Comme nous l'avions écrit, pour créer plusieurs nouveaux barrages, de nombreux plans sont discutés et des contrats signés avec la Chine. Des autorités en ont parlé aux archéologues afin qu'ils prennent des mesures. Les projets menacent les bords de la vallée du Nil. Les habitants le savent-ils ? On est sans aucune nouvelle d'eux. Les journalistes n'ont-ils toujours pas le droit de les voir ? Le barrage de la 4ème cataracte est fini, celui de la 3ème en est loin, celui de Dal, projeté ; ceux de la 5ème et 6ème cataracte seraient aussi destructeurs. Les autres sont situés au Sud.

Le gouvernement du Sud-Soudan (GoSS), a élaboré le budget 2009 sous les critiques virulentes d'une partie des députés dénonçant une gestion calamiteuse, des dysfonctionnements manifestes et une corruption endémique au terme de quatre ans d'administration autonome. La crise internationale les oblige à réduire les dépenses de façon drastique. L'insécurité gagne le Sud où de nombreux foyers de tension se sont rallumés et ont fait des centaines de morts. La situation est extrêmement préoccupante face à la perspective d'enjeux nationaux majeurs. La proclamation prochaine des résultats du recensement risque d'intensifier le clivage Nord-Sud. Les élections nationales prévues en 2009 pourraient être différées. L'offensive lancée en décembre contre l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) dans l'est du Congo a chassé les rebelles vers l'Equatoria occidentale, où la situation humanitaire est catastrophique et les moyens pour y remédier, inexistantes. Ce bilan calamiteux décourage l'Occident. Sollicité par plusieurs États pour aider à trouver une solution politique au Darfour, le MLPS, après de longues tergiversations, a décidé de s'abstenir.

Bételgeuse, Deimos et Elias

Minuad

2008 s'est achevée sur un terrible constat d'échec, 2009 ne s'annonce guère meilleure pour le Darfour. Selon un panel d'experts des NU, la Minuad – qui n'était, fin décembre, déployée qu'à 60 % et ne disposait que de 40 % du matériel requis (hélicoptères et blindés) – « a prouvé jusqu'ici son incapacité à se défendre elle-même, ou la population du Darfour, et ne remplit pas son mandat de contrôle de l'embargo sur les armes », violé de manière flagrante par toutes les parties et s'est avérée incapable d'assurer la protection des civils. Emmanuel Karenzi, son commandant adjoint, juge qu'elle aurait dû mal à se défendre contre une attaque majeure, faute d'équipement logistique : il lui manque toujours 18 hélicoptères de transport et 6 hélicoptères d'attaque.

Alain Le Roy, secrétaire général adjoint des NU aux opérations de maintien de la paix, secrétaire général adjoint des NU, réitère la demande faite aux pays qui en ont la capacité de fournir les équipements nécessaires dès que possible. Les perspectives de déploiement sont revues à la baisse (80 % en mars, 100 % en juin).

Début janvier, les USA ont décidé l'envoi de deux avions C-17 pour acheminer 75 tonnes de matériel lourd du Rwanda au Darfour. Fin janvier, le gouvernement soudanais autorise la Minuad à utiliser les aéroports du pays à condition de remettre en état les pistes d'atterrissage.

Khartoum conteste le rapport des NU l'accusant d'avoir violé le droit humanitaire en utilisant « une force disproportionnée » le 25 août 2008 à Kalma : « 33 personnes ont été tuées et 108 blessées par balles ».

Susan Rice, nouvelle ambassadrice des USA auprès des NU, fait une priorité de la protection des civils. L'administration américaine a condamné avec vigueur « la reprise de l'activité militaire des FAS au Nord et au Sud-Darfour depuis le 22 janvier, l'incursion du MJE à Muhajiria et dans d'autres secteurs du Sud-Darfour » (Minuad, 17/11/08 ; 26/11/08 ; 19/12/08 ; 01/01/09 ; 06/01/09 ; 13/01/09 ; 19/01/09 ; 20/01/09 ; 22/01/09 ; 26/01/09 ; ST 11/12/08 b-3693 ; 15/12/08 b-3725 ; 15/12/08 b-3726 ; 16/12/08 b-3732 ; 18/12/08 b-3753 ; 19/12/08 b-3758 ; 21/12/08 b-3771 et b-3773 ; 24/12/08 b-3795 ; 06/01/09 b-3891 ; 07/01/09 b-3896 ; 20/01/09 b-4007 ; 21/01/09 b-4016 ; 27/01/09 b-4062 ; rfi 25/01/09).

Conflits

Le « cessez-le-feu inconditionnel » proclamé par Béchir comme preuve de « son engagement à négocier pour parvenir à des solutions pacifiques » est une sinistre plaisanterie : les FAS ont lancé un assaut contre les positions du MJE : au nord, elles bombardent les villages de Kutum, Mallit et Um-Sidir ; au sud, l'aviation appuie le MLS/Minni Minawi attaqué par le MJE autour de son bastion de Muhajiriya. Après plusieurs jours de combats d'un « niveau de violence jamais vu dans la région » (Kenro Oshidari, coordinateur humanitaire des NU), le MJE prend le contrôle total du secteur et promet des « flots de sang » en cas de contre-attaque. Le 24 janvier, les FAS encerclent le camp et reprennent leurs bombardements. Deux jours plus tard, le MJE s'empare de la ville de Sheiria, distante de 40 km, pendant qu'au Nord-Darfour, les écoles, les commerces et les marchés d'El Fasher sont fermés en raison d'une nouvelle offensive des FAS contre le MJE.

Le Tchad voit dans la création de l'Union des forces de la résistance par huit groupes rebelles tchadiens « la poursuite au grand jour par Khartoum de ses entreprises contre la paix », au mépris des engagements pris à Dakar, Asma, Tripoli et N'Djamena et demande la médiation d'États tiers (Minuad 20/11/08 ; 23/11/08 ; 25/11/08 ; 08/12/08 ; 12/12/08 ; 08/01/09 ; 15/01/09 ; 16/01/09 ; 19/01/09 ; 22/01/09 ; 24/01/09 ; 26/01/09 ; ST 28/12/08 b-3823 ; b-29/12/08 b-3831 ; b-30/12/08 b-3839 ; 30/12/08 b-3839).

Exactions

John Holmes, secrétaire général adjoint des NU aux affaires humanitaires, estime que la situation s'aggrave dans les camps, où une génération grandit sans avoir jamais connu rien d'autre. Selon le Darfour Consortium, qui regroupe une cinquantaine d'ONG, des milliers de personnes ont été kidnappées et

réduites en esclavage : « les janjawid, les forces soudanaises et d'autres milices pro-gouvernementales ont recours à ces rapt, à la torture, au meurtre de civils, à la destruction de villages et à d'autres abus dans le cadre systématique de purification ethnique ». Ted Chaiban, responsable de l'Unicef au Soudan, affirme avoir vu « des enfants en uniforme et portant des armes » au sein de toutes les factions armées impliquées au Darfour ; il évalue à 6000 le nombre de ces enfants-soldats, âgés pour la plupart de 15 à 17 ans.

En moins d'un an, les bandits ont attaqué 208 véhicules d'ONG, enlevé 155 travailleurs humanitaires et tué 11 membres de la Minuad. Début novembre, 43 employés du PAM étaient toujours portés disparus. Sous couvert d'anonymat, des responsables des NU confirment le harcèlement que subissent les ONG, contraintes de remettre à la police des courriels et autres documents confidentiels.

Au Nord-Darfour, un officier sénégalais de la Minuad meurt des blessures reçues lors du détournement de son véhicule près d'El Fasher. Au Sud-Darfour, un interprète est tué dans l'attaque d'un bus voyageant vers Majok, à 5 km de Nyala. À l'ouest, dans le camp d'Hassa Hissa proche de Zalingei, un affrontement autour d'une pompe à eau se solde par la mort du chef local et la destruction de l'installation ; quelque temps plus tard, la Minuad empêche l'enlèvement de six femmes parties chercher du bois mort dans les environs. Dans le camp de Hamadiya, des enfants blessés grièvement un caque bleu, à coups de pierre.

Au Sud-Darfour, des pirates armés de fusils automatiques et de grenades s'en sont pris à un convoi se dirigeant vers le camp de Kalma ; 35 membres de la tribu Al-Falata et 6 policiers perdent la vie lors d'un combat contre les Habaniya et des hommes armés non identifiés tuent 38 membres de la tribu Al-Gamir... En une semaine, les luttes interethniques ont fait 250 morts et 5000 déplacés (Minuad 03/11/08, 11/11/08 ; 30/11/08 ; 02/12/08 ; 04/12/08 ; 12/12/08 ; 15/12/08 ; 17/12/08 ; 23/12/08 ; 28/12/08).

Rebelles

Khalil Ibrahim, chef du MJE, dénonce l'initiative et l'appui qatari apporté à Béchir par la Ligue arabe et l'Union africaine. Une délégation du MJE, s'en explique à Washington avec l'envoyé spécial des USA au Soudan, Richard Williamson, et la secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines du président Bush. Elle promet d'œuvrer en faveur de « réelles négociations de paix » avec le gouvernement soudanais, à condition que les autres groupes rebelles ne soient pas invités à Doha.

Le MLS/MM, qui veut être associé aux pourparlers de paix, accuse le gouvernement de n'avoir mis en œuvre que 8 % des accords d'Abuja. Minni Minawi accuse (sans les citer) plusieurs pays de financer et d'armer le MJE pour faire « de Khalil Ibrahim le John Garang du Darfour mais cela n'arrivera jamais ».

Tout en condamnant les bombardements d'Israël à Gaza et les meurtres de civils, Abdel Wahid Al-Nur, et le porte-parole du MJE s'élève contre le double standard appliqué par la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique : si elles manifestaient à propos du Darfour ne serait-ce que 10 % de l'indignation qui les soulève à propos de Gaza, le génocide en cours prendrait fin tout de suite. Abdel Wahid Al-Nur déplore la bataille fratricide de Muhageriya et appelle l'ALS/MM et le MJE à retourner leurs armes contre leur ennemi commun.

Venu en visite privée à Paris, le président du Tchad Idriss Déby a rencontré Abdel Wahid Al Nur et l'a encouragé à participer à l'initiative de paix qatari.

(Minuad 07/12/08 ; 11/12/08 ; 15/12/08 ; 21/12/08 ; 28/12/08 ; 11/01/09 ; 17/01/09 ; ST 04/12/08 b-3644 ; 06/12/08 b-3658 ; 07/12/08 b-3664 ; 28/12/08 b-3828 ; 03/01/09 b-3865 ; 04/01/09 b-3874 ; 05/01 b-3884 ; 06/01/08 b-3889 ; 17/01/09 b-3985 ; 18/01/09 b-3993 ; 25/01/09 b-4048).

Le gouvernement mobilise

Le chef de la Sécurité soudanaise en appelle aux chefs de tribus darfouris pour qu'ils amènent les rebelles à la table des discussions. Le 25 janvier, les représentants des camps de

déplacés désavouent la délégation de 36 chefs traditionnels envoyée à La Haye pour empêcher l'émission d'un mandat contre Béchir.

Une motion préconisant la démission de ce dernier divise le MLPS. Certains craignent en effet qu'elle n'entraîne la dissolution du gouvernement d'union nationale et ne mette en péril l'accord de paix global entre le Nord et le Sud (CPA) – qui, selon le vice-président Taha, sera mis en œuvre de toute façon.

Devant une foule de manifestants convoqués pour lui exprimer leur soutien, Béchir proclame : « *le combat est le même à Gaza, en Iraq, en Afghanistan, en Somalie et au Darfour. Nous ne nous laisserons pas abattre par la conspiration internationale sioniste.* »

L'Union soudanaise des syndicats et le Groupe soudanais de la Défense internationale envoient à la CPI une pétition soi-disant signée par des millions de citoyens et soutenue par des chefs de tribus Fur, Masalit et Zaghawa, insistant sur les risques que feraient courir au Darfour, et au Soudan tout entier, la signature d'un mandat d'arrestation contre Béchir. Des associations féminines du Sud Darfour se joignent à eux.

Le janjawid Ali Kushayb, inculpé par la CPI, est transféré de Nyala à Khartoum, mais bien sûr, l'enquête du procureur spécial soudanais n'est pas achevée (Minuad 04/12/08 ; 27/12/08 ; ST 28/12/08 ; 05/01/09 ; 07/01/09 ; ST 10/01/09 b-3927 ; 11/01/09 ; ST 14/01/09 b-3962 et b-3958 ; 17/01/09 b-3986 ; 19/01/09 ; ST 20/01/09 b-4004 ; 25/01/09).

CPI

Fin janvier, Luis Moreno-Ocampo a remis à la 1^{ère} Chambre préliminaire de la CPI le complément d'information demandé à propos des trois commandants rebelles suspectés d'avoir attaqué Haskanita en 2007.

La Chine voudrait empêcher la confirmation de l'acte d'accusation de la CPI contre Béchir, qui aurait un « *impact désastreux* » sur l'application du CPA et nuirait à la recherche d'une solution politique au Darfour, mais elle n'opposera pas son veto à une résolution du Conseil de Sécurité qui l'autoriserait. La Russie plaide pour que le GoS poursuive le dialogue avec la communauté internationale, même en cas d'inculpation de son président (Minuad 04/12/08 ; 08/12/08 ; 11/12/08 ; 29/12/08 ; 30/12/08 07/01/09 ; 15/01/09 ; 20/01/09 ; 26/01/09 ; *Le Monde*, 08/12/08 ; ST 11/01/09 b-3933 ; 12/01/09 b-3943 ; 15/01/09 b-3962 ; 19/01/09 b-4002).

Analyse anti-CPI

Le lancement d'un mandat d'arrêt contre le président Béchir pour crimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour serait sans précédent dans l'histoire de la justice internationale. Certains analystes multiplient les hypothèses et mises en garde sur les possibles répercussions de la décision que doit bientôt prendre la Cour. Les NU et leurs partenaires évaluent à 18 milliards \$US les sommes requises en 2009 pour remédier à une situation humanitaire désastreuse : aide alimentaire pour 4 millions de personnes, fourniture d'eau potable à 1,5 million, aide au retour de 54 000 réfugiés, scolarisation de 80 000 enfants, enlèvement des mines sur plus de 7500 km de routes, etc.

Le gouvernement, divisé entre modérés et tenants d'une ligne dure, pourrait dissoudre le Parlement et déclarer l'état d'urgence. Les rumeurs de coup d'état s'amplifient. Sous couvert d'anonymat, un haut responsable du gouvernement affirme que dans le cercle présidentiel, les gens se déchirent et conspirent tous les uns contre les autres : « *Béchir est devenu un danger public. Il doit partir.* » Le vice-président Ali Osman Taha serait le candidat le plus probable à sa succession mais les noms du conseiller Nafie Ali Nafie (pro-Béchir) et du chef de la Sécurité Salah Gosh (contre Béchir ?), circulent aussi. Le problème, toutefois, est qu'ils sont tous trois impliqués au plus haut point dans le conflit du Darfour. Et à quoi bon renverser le président si vous-même pouvez être accusé des mêmes méfaits ?

Le MJE, qui s'est lancé à l'assaut de la capitale en mai 2008, s'est juré de porter le fer partout. Le porte-parole de son

assemblée législative, installé à Londres, affirme que son mouvement fera tout pour capturer Béchir et le livrer à la CPI. Le GoS craint que son inculpation ne renforce les rebelles : « *une telle décision légitimerait leur action, renforcerait leur capacité militaire et les conduirait à multiplier leurs attaques. Le chaos deviendrait incontrôlable* », soutient le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. La nouvelle secrétaire d'État de Barack Obama, Hillary Clinton, dit que son pays envisage plusieurs options, sans écarter l'application d'une zone d'exclusion aérienne ni une intervention directe en appui à la Minuad. Mais une implication militaire des USA risque d'affaiblir le soutien des populations à la force de paix et mettrait en grand danger les Américains résidant au Soudan.

Une des principales craintes concerne l'éventuel impact sur la mise en œuvre du CPA. Pour Alex De Waal, chercheur au Conseil de recherches en sciences sociales à New York, « *un mandat d'arrêt de la CPI rendrait impossible la réconciliation et tuerait dans l'œuf toute idée d'un Nouveau Soudan démocratique* ». Le MLPS, qui au départ avait conseillé au parti du Congrès de rechercher un accord avec la Cour, a évolué depuis et son président Salva Kiir y semble tout à fait opposé.

À la fin de l'an dernier, plusieurs responsables gouvernementaux ont menacé d'expulser les travailleurs humanitaires du Soudan, d'autres s'employant à calmer le jeu. Les ambassades, les ONG et les agences des NU ont pris plusieurs mesures de sécurité et réfléchi aux moyens de pérenniser les programmes d'aide au cas où ils devraient partir. « *Le gouvernement ne pourra pas ne pas réagir d'une façon ou d'une autre mais nous ne pouvons imaginer comment* », reconnaît John Holmes. Récemment, des étrangers ont été molestés au cours d'une manifestation de soutien à Gaza et le chef de la Sécurité a averti qu'il ne pourrait contrôler toutes les réactions hors la loi.

« *La perspective d'un mandat d'arrêt est en train de devenir un problème de taille dans les relations qu'entretient la communauté internationale avec le Soudan. Les NU et tous les pays ayant approuvé le Statut de Rome sont face à un dilemme*, soutient Alex De Waal. Comment travailler avec un gouvernement dont le chef est inculpé par la CPI, quand vous êtes tenus d'aider à son arrestation dans la mesure du possible ? Comment maintenir une représentation diplomatique dans un tel pays ? Comment y poursuivre un programme d'aide ou signer avec lui un accord de coopération militaire pour que les troupes des NU puissent s'y déployer ? Et comment discuter avec des officiers dont le commandant en chef est poursuivi comme criminel de guerre ?

L'autre risque le plus souvent pointé est le harcèlement que subiront les travailleurs humanitaires. Les ONG ont de plus en plus de mal à obtenir les visas et les sauf-conduits qui leur sont nécessaires. Un simple transport de fuel requiert une demi-douzaine de signatures. En novembre, plusieurs employés d'ONG ont été arrêtés au prétexte qu'ils avaient collaboré avec les enquêteurs du procureur et au moins l'un d'entre eux a été torturé pendant sa détention. Amir Mohammed Suliman craint que de telles pratiques, qui sont déjà monnaie courante au Soudan, se multiplient : « *il s'agit maintenant d'une véritable campagne d'intimidation qui complique extrêmement notre travail.* »

« *Le plus probable*, conclut De Waal, *est que le gouvernement, soit parce qu'il est déchiré, soit parce qu'il pense ne rien pouvoir faire de mieux, continue comme avant.* » Quand le FMI a refusé d'aider le Soudan il y a quelques années, tout le monde pensait que cet État allait faire faillite mais il n'en a rien été. Béchir se contentera de voyager dans le continent en évitant les régions où il pourrait être arrêté. Et, comme l'écrivait Eric Reeves dans *The Guardian* en décembre, « *il y a peu de raison d'imaginer que son inculpation pour crimes de génocide améliorerait la protection des 4,7 millions de civils affectés par le conflit. Ils seraient toujours à la merci de Khartoum et des génocidaires* » (AFP 22/01/09 ; IRIN 22/01/09).

Deimos

Le 28/12, le rapport de la Commission des droits de l'homme des NU répéta ce qu'elle dit depuis des années. Ainsi les agents de sécurité peuvent arrêter pendant 3 jours n'importe qui sans en référer à quiconque, le Directeur général de la Sécurité peut prolonger la détention pendant 6 mois, puis 3 mois de plus, toujours sans en informer la justice. Énormément de gens ainsi arrêtés ont été torturés et peu d'entre eux ont été jugés. Les auteurs du rapport n'ont pu visiter ni les prisons de Khartoum et de Roseires, ni les lieux de détentions illégaux (Stb 3597).

02/12/08 **Mortelle randonnée au Sinâï des migrants africains venus du Soudan, d'Érythrée et de Côte d'Ivoire** *Le Monde diplomatique*, lettre du Caire de Stéphanie Wenger, Résumé.

Sadiq, un Darfour, a un passeport donné par les NU et le statut de réfugié. Sur le certificat de décès de sa femme, tuée d'une balle sans sommation, il n'est écrit ni qu'elle était enceinte de 7 mois, ni que le tueur était un soldat égyptien. Arrivée du Soudan en 2004, elle a été tuée en juillet 2007 ; depuis, on dénombre 33 personnes identifiées mortes dans les mêmes circonstances et des dizaines de blessés, hommes, femmes, enfants. « *On peut être touché par une balle et mourir faute de soins* », dit *Human Rights Watch*. La justification égyptienne est toujours la même : la frontière du Sinâï est dangereuse, il y a des terroristes et des criminels, les conscrits sont effrayés et tirent. Il est vrai que l'Égypte a été la cible d'attentats terroristes et que les États-Unis et Israël font pression pour qu'elle contrôle sa frontière, notamment avec Gaza. Sadiq raconte : « *Les passeurs bédouins nous ont accompagnés en microbus avec une douzaine de personnes. Ils nous ont dit d'attendre la nuit en montrant la frontière. Ils sont partis, nous nous sommes assis. Une heure après, des Égyptiens sont arrivés près de nous. Ils ont vu les femmes et les enfants, l'un a vu ma femme qui tenait notre fille d'un an et demi dans les bras et a tiré. Elle est morte sur le coup.* » Arrêté avec son groupe, Sadiq a été condamné à un an de prison et à une amende de 2000 livres égyptiennes. Sept de ses co-détenus sont morts en prison. Ahmed Mohammed Shagour, un autre Darfour interviewé avec sa famille, souffrent énormément, ils envisagent de rentrer mourir au Darfour.

La question a été évoquée lors d'un sommet Mubarak/Olmaert en juin 2007. Les Israéliens annonçaient qu'en vertu de l'accord, les migrants seraient renvoyés en Égypte. Ce pays démentit MAIS en juillet, il commença à tirer sur eux. On s'étonne de la coïncidence. Le HCR n'est pas au courant. S'il recense 43 000 réfugiés, d'autres estimations en indiquent entre 750 000 et 4 millions. Dans un pays de 76 millions d'habitants dont 44% vit avec moins de 2 \$ par jour, la vie des réfugiés est très difficile et leur intégration impossible, d'autant que les Égyptiens sont racistes, ce dont les réfugiés souffrent beaucoup. Il y a « *un désintéret croissant des pays d'accueil traditionnels comme les États-Unis* ».

Human Rights Watch n'épargne pas l'HCR mais son budget est le même depuis 3 ans et, avec l'augmentation du nombre de réfugiés et l'inflation, c'est comme s'il avait été divisé par trois. « *On a toujours réagi, pas forcément publiquement, ainsi nous n'avons pas accès aux centres de détention où ils sont emprisonnés. C'est une de nos demandes.* » Pendant ce temps, les pays occidentaux regardent ailleurs.

L'UNHCR lance un appel de 103 millions \$ pour tout le Soudan dont une partie pour 2009. Le budget a cru de 20% en 2008, en raison de la réintégration au Sud-Soudan, de l'expansion des programmes au Darfour et des projets liés aux déplacements au Tchad. Il y a eu 3 420 000 déplacés en 2009. À Khartoum et dans l'est du Soudan, on cherche à maintenir la mortalité pour les moins de 5 ans dans les camps en-dessous de 20% et, pour les mères, en-dessous de 225 pour 100 000 naissances. Dans les camps de l'Est, le taux de malnutrition est de 14,5% et le HCR voudrait à le faire baisser au-dessous de 11,6%. Comme l'an dernier, il prévoit de dépenser 11 \$ millions en assistance juridique dont 8 millions au Darfour. Beaucoup de zones y sont interdites et le HCR concentre ses actions au Sud-Soudan.

Des renseignements complémentaires nous sont parvenus sur les **déplacements forcés à Mandéla**, près de Khartoum : 10 000 maisons, où logeait 50 000 personnes, ont été démolies. La police et l'armée ont empêché les journalistes de s'approcher et, selon les résidents, elles ont répandu des gaz pour les chasser. Rien n'est dit sur l'endroit où les habitants ont été transportés.

Al Sary Ibrahim, ancien membre de la Sécurité, vient d'être condamné à 17 ans de réclusion et 5000 LS (2200 \$). pour avoir donné des renseignements à la CPI au sujet d'Ali Haroun, **ce qu'il nie absolument**. Un officier des renseignements militaires l'a accusé d'avoir offert 10 000 \$ pour des documents incriminant le gouvernement. **C'est la première fois qu'un Soudanais est traduit en justice** pour une affaire de ce type. Au moment où commençait son procès, Ali Mahmoud Hassanein, vice-président du Parti démocratique unifié, a été arrêté et interrogé pendant une demi-journée. Tourabi, lui, reste emprisonné (DC 13-31 12/08).

Le prix du Silence : le contrôle du sida *Al Sadiq el Mardi* Résumé-05 12 08 in *Sudan Tribune*

Selon le programme national du Sida au Soudan (SNAP), en 2002, le taux de contamination des prostituées était de 4,4%, celui des réfugiés de 4% et celui des marchandes de thé dans la rue, censées nourrir leurs enfants grâce au « *sexe commercial* », de 2,5%. Ces chiffres ont certainement augmenté. Le gouvernement, les autres ministères et organisations n'ont pas de connexions précises avec le SNAP. L'argent est insuffisant, il n'y a ni transports, ni bibliothèque, ni livres de références, ni journaux.

Parmi les populations à risque, citons les déplacés, 4,5 millions au Sud-Soudan et 1,8 million (?) venus du Darfour; les réfugiés soudanais, 700 000 dont 200 000 venus du Darfour, les réfugiés étrangers au Soudan, près d'un million. Leur situation est liée à la destruction du tissu social, aux abus de droits de l'homme et à l'absence de soins médicaux.

La majorité des Soudanais du Nord sont musulmans. Dans ces milieux, on nie l'existence de relations sexuelles pré-maritales, ce qui stigmatise les gens atteints. Selon le quotidien *al rai al amm*, un homme de 41 ans, professeur dans une école publique, a été renvoyé pour cause de sida. La moitié des gens (53,2%) ayant répondu à l'enquête du SNAP refusent d'acheter de la nourriture pour les malades, 40 % ne mangent pas avec eux, 30% empêchent les professeurs atteints d'enseigner et défendent à leurs enfants d'aller dans leurs classes. On en déduit qu'il y a un manque de connaissance sur le Sida et que ni le gouvernement ni les médias ne s'en soucient. Au Sud-Soudan, la tradition de polygamie (*qui existe encore plus au Nord*) accentue les choses.

Les chefs religieux s'opposent à l'utilisation du condom. Rares sont les pharmacies qui en proposent, il faut toujours les demander, ce qui est embarrassant, et ils coûtent très cher. Dans le Sud, c'est un luxe. Acheter de la nourriture ou un peu de plastique ? Enfin les femmes sont sans pouvoir pour négocier l'utilisation du condom avec leurs partenaires.

Le gouvernement n'aime pas que les journaux parlent de sujets sensibles et le Sida en est un. Les ONG jouent un rôle positif au Sud-Soudan. Toutefois aucun État du Nord n'a des activités de surveillance et elles n'existent pas au Sud. Certes, l'argent du Soudan va à la guerre ; une ancienne dette extérieure pèse sur le pays ; la politique étrangère du gouvernement a découragé la plupart des fonds occidentaux.

L'Ouganda et le Kenya ont reconnu publiquement ce problème et fait appel à l'aide extérieure; le Sénégal affiche officiellement une prévalence de 1 à 2%. Ceci est dû à la mobilisation des leaders religieux tant musulmans que chrétiens.

Trois béliers représentant le dieu Amon, couverts d'inscriptions méroïtiques, ont été découverts près des pyramides de Méroé. Pour Vincent Rondot directeur de la section archéologique française au Soudan, cette découverte permettra de mieux connaître le roi Amanakharequem. Comme on l'a compris il y a une dizaine d'années, le méroïtique vient du Béja, langue des collines de la Mer Rouge. La découverte de trois longs textes aidera à comprendre la langue, dont l'écriture est connue depuis longtemps, et à mieux connaître l'histoire de Méroé, capitale pendant 750 ans d'un territoire allant de Sennar à l'actuel lac de Nubie, vantée par Hérodote, Diodore de Sicile, Strabon, Plin, Sénèque.

Halima Bashir, auteur de « *Les larmes du désert, Mémoires de la survie au Darfour* », raconte sa vie de fille de gardien de troupeaux devenue médecin dans son village, puis les horreurs de la guerre. Elle bénéficie de l'asile politique aux Royaume-Uni.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : février 2009 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

PÉTROLE, ARMES, ÉCONOMIE

Pétrole – Le nouveau champ pétrolier de « Qamari » dans l'État du Haut-Nil va commencer sa production en mars 2009 pour 30 millions \$US, 75 puits devraient fournir 50 000 barils par jour. Il est prévu que la production pétrolière du Soudan passe en 2009 de 450 000 à 500 000 barils par jour. Le Soudan n'est pas membre de l'OPEP, qui a décidé des baisses de production pour enrayer la baisse des prix. **Des discussions** auront lieu en mars avec le malaisien Petronas pour **construire une raffinerie**. Un accord avait été signé en 2005 dans le même but, pour transformer le pétrole acide soudanais Dar blend qui est difficile à vendre, mais le projet avait été reporté à cause de l'envolée des coûts, de 1 à 2 milliards \$US (ST 13/01/09 ; 18/01/09).

Les revenus du pétrole se sont montés en octobre à 608 millions \$, soit une hausse de 13 % en un an, mais ils ont baissé de 40 % en novembre (347 millions \$US). Les revenus attribués au Sud ont été de 272 millions \$ en octobre et de 150 millions en novembre. Les cours du pétrole ont chuté du maximum de 147 \$ par baril le 11 juillet à moins de 35 \$ à la fin de l'année. Les ventes du Nile Blend pour janvier par la société indienne ONGC sont à un prix de discount les plus bas depuis un an (5 à 6 \$ sous le prix Minas Indonesia Crude Price). Des offres à un discount de 8 \$ ont été annulées par Sudapet. La production du Greater Nile project est tombée sous 250 000 barils par jour contre un maximum de 325 000. Pour mars, l'offre de Nile Blend atteint le montant de 2,2 millions de barils. Ceci semble viser à compenser la baisse des prix par des quantités accrues (ST 28/11/08 ; 03/12/08 ; 01/01/09 ; 20/01/09).

L'ALPS, armée du Sud-Soudan, est accusée de perturber la production en gênant le travail des sociétés pétrolières. Selon le Ministre des mines et de l'énergie, cela est dû à la désorganisation et au manque de discipline. Il n'a pas précisé ce qui s'est passé. A lire entre les lignes, il semblerait que des troupes de l'ALPS aient exercé un racket envers les sociétés pétrolières ; le plaignant semble aussi fautif (ST 26/12/08).

Armes – Des missiles et lance-missiles iraniens, et 4 avions à réaction russes Sukhoi S-25S, acquis en 2008, ont été montrés pour l'anniversaire de l'indépendance (Thomson Reuters 31/12/08).

Économie – Le coût de la vie a beaucoup augmenté en 2008. L'État parle de 23 % en 2008 mais il inclue dans ses moyennes beaucoup de biens achetés seulement par les gens très aisés ; une ONG paie + 129 % pour le sorgho, la nourriture de base des gens modestes, + 155 % pour les lentilles, + 116 % pour le riz, + 150 % pour les oignons

Le **Programme alimentaire mondial** a lancé un appel pour réunir 5,2 milliards \$US pour les besoins alimentaires urgents. Sur ce montant, 851 millions sont prévus pour le Soudan. Les opérations au Darfour, les plus importantes du PAM, représentent 70 % du total pour le Soudan où 5,95 millions de personnes ont besoin de secours. Le montant de l'appel du PAM pour le monde entier est égal à moins de 1 % des aides financières débloquées aux USA et en Europe (ST 17 12). Les transports d'aide alimentaire sont très risqués : 110 camions du PAM ont été attaqués en 2008. Les transports aériens deviennent plus que jamais vitaux. ECHO, l'agence d'aide de l'Union européenne ; a fourni une aide de 2,7 millions d'euros à Humanitarian Air Service.

Le Soudan et l'**Éthiopie** ont signé un accord pour empêcher la double imposition, dans le but d'encourager les affaires et de promouvoir les relations économiques entre les deux pays (ST 28 12).

La route promise de Khartoum à al Geneina lors de l'« initiative du peuple soudanais » le 12 décembre, avait été fixée comme un projet majeur dans les années 1990 mais reportée plusieurs fois, suite à des accusations de corruption entre les islamistes au pouvoir (ST 19/12/08).

La filiale **soudanaise de la société koweïtienne de téléphone mobile Zain** a annoncé avoir dépassé 5 millions de clients. Cette société dessert la plupart des États soudanais, dont 10 dans le Sud-Soudan et plus de 50 millions de clients dans 21 pays (ST 27/12/08).

Tous les pays du **Golfe** ont levé l'**interdiction de l'exportation de bétail soudanais** à partir du 1^{er} janvier. Cette interdiction avait été imposée au Soudan à cause de l'étendue de la fièvre du Rift. Ceci est une bonne nouvelle pour les éleveurs soudanais qui exportaient un million de têtes de bétail dans les pays du Golfe avant l'interdiction (ST 21/01/09).

Il n'y a toujours **pas d'accord sur le partage des eaux du Nil** après 10 ans de négociations, l'Égypte et le Soudan refusant d'abandonner leur droit de veto sur l'utilisation des eaux par les 8 pays en amont. Ces derniers considèrent qu'il bloque leur développement en interdisant les projets

d'irrigation et de barrages pour l'électricité. Il semble que le blocage provienne des chefs d'État qui se rencontrent rarement et que la négociation pourrait mieux progresser en étant limitée aux ministres des affaires étrangères (PS 14/01/09).

Nord-Soudan – Le budget 2009 prévoit une baisse des revenus pétroliers de 44 %, qui passeraient de 6,4 milliards de dollars en 2008 à 3,6 en 2009. Le budget prévoit une nouvelle taxe de développement de 5 % sur certaines importations et une hausse de la TVA de 20 % sur les télécommunications. Il n'est pas dit si cette dernière porte sur le taux de TVA ou sur l'activité du secteur concerné. Ces décisions ne permettront pas d'équilibrer le budget et il n'est pas dit comment va être financé le déficit croissant. Un ancien ministre des finances propose que le gouvernement fasse un emprunt à la Chine. Un don de 3 millions \$US a été accordé par la Chine pour financer le programme d'unité entre le Nord et le Sud (ST 30/11/08 ; 21/12/08).

Sud-Soudan – Le GoSS s'inquiète des retombées de la crise financière mondiale sur son budget, en raison de la réduction des revenus pétroliers. Il a décidé de réduire ses dépenses à tous les niveaux de l'administration, les frais de déplacement et les notes d'hôtel. Les salaires des fonctionnaires sont réduits de 10 % à partir de janvier 2009. L'assemblée du gouvernement d'unité nationale a approuvé le budget 2009 qui prévoit une perte de 44 % des revenus pétroliers (3,6 milliards \$US par rapport aux 6,6 milliards \$ de 2008). Sur ce budget, 1,1 milliard de livres soudanaises (SDG) ira au Sud pour l'aider à financer des projets de développement. Le porte-parole du GoSS, Gabriel Changson Chang, a annoncé que le gouvernement acceptait d'aligner la grille des salaires sur celle du Nord. Cette grille était donc très élevée ! Le conseil des ministres a demandé au ministre des Finances de préparer le budget 2009 pour le Sud en tablant sur un baril à 40 \$ et un plafond de 3,6 millions de SDG. Ce budget devrait se focaliser sur la distribution de services et le développement socio-économique que les ministères auraient la responsabilité de mettre en place. En outre, il est question de développer une agriculture à grande échelle avec un équipement adapté afin d'augmenter la production agricole (ST 04/12/08).

Le **Parlement a approuvé** la loi de promotion des investissements qui définit les conditions pour les investissements étrangers. Les mesures les plus importantes définissent un seuil minimum d'un demi-million de dollars et des secteurs prioritaires (ST 27/11/08).

Vaccination du bétail à Bor par des vétérinaires militaires indiens envoyés par la mission des NU au Soudan (ST 01/12/08).

La société **SAB Miller**, basée à Londres, **va produire de la bière**, et d'autres boissons au Sud-Soudan. Ce sera la première production de bière industrielle au Soudan depuis les lois islamiques ayant interdit l'alcool il y a 25 ans. La production doit démarrer en février 2009 (Reuters10/12/08).

Le Nil Blanc, société britannique, dite pétrolière, qui avait piqué ses terres à Total et les a perdues, veut se lancer dans des activités agricoles en raison, dit-elle, de « certaine situation non contrôlable par le conseil d'administration » (ST 14/12/08). **La société américaine Jarch Management, basée aux Iles Vierges**, a une histoire parallèle : elle aurait acquis 70 % d'une société basée à Juba, Leac for Agriculture and Investment Company, contrôlée par le fils de Paolino Matip, de l'ALPS. Jarch management est elle-même une création d'anciens responsables officiels américains du Département d'Etat et de la CIA. Leac a loué 400 000 hectares et veut acquérir d'autres terres agricoles. D'abord, on lui dit que la loi n'a pas changé et qu'elle n'a pas le droit de le faire. Au Sud en effet, les terres appartiennent aux familles ou clans, pas aux États. Matip répond qu'il travaille moitié-moitié avec son partenaire et ne lui vend pas de terre (?). Dès le lendemain ; la loi est révisée mais on n'en connaît pas le texte. *Autrement dit, le business marche bien et le Sud-Soudan a des liens avec les États-Unis. Quelles vont être les conséquences pour les villageois de ces immenses régions ainsi sous contrôle d'investisseurs privés ?* ----

Le coût élevé du transport est en partie dû aux péages imposés aux transporteurs (par des policiers racketteurs ?). On parle de 50 SDG pour aller à Bor-Juba en bus (190 km, 3-4 heures) tandis que le prix pour Juba-Kampala (600 km) n'est que de 90 SDG (ST 27/12/08).

Nekkar
Docteur en Économie

CPA

Le MPLS a dénoncé le déploiement de six bataillons de l'armée gouvernementale dans le Sud-Kordofan en violation du CPA. L'objectif serait de repousser une attaque du MJE depuis le Darfour. Yein Matthew du MPLS prétend que les Unités intégrées jointes, censées être le noyau de la future armée soudanaise, sont habilitées à repousser une telle attaque. Selon le CPA, les troupes gouvernementales doivent revenir aux effectifs d'avant la guerre dans le Sud-Kordofan. Faisant allusion au statut provisoire dont jouissent les deux régions entre la signature du CPA en 2005 et le référendum prévu en 2011 sur l'indépendance du Sud, Salva Kiir a pressé Béchir d'appliquer les deux protocoles sur le Sud-Kordofan et le Nil Bleu, afin d'établir la paix dans ces régions (ST 05/12/08 ; 11/01/09).

ALPS

L'assemblée du Sud a voté la loi attribuant à l'ALPS 40% du budget annuel, soit 400 millions de livres soudanaises (SDG ; 187 millions US\$). Le colonel Abany Nathaniel Anai, son représentant à l'assemblée, a déclaré que les soldats qui menacent les habitants de Juba ne sont pas dignes de l'ALPS et doivent être dénoncés et arrêtés. Mabior Lek Deng a précisé que des hommes incultes ne pouvaient occuper des postes importants et que leur salaire (impayé depuis 8 mois) devrait leur permettre de s'éduquer. Il a ajouté que l'ALPS pouvait se procurer toutes sortes d'armes pour se défendre sans en référer à Khartoum (allusion au navire ukrainien toujours bloqué par les pirates somaliens). Ses soldats provoquent de nombreux accidents de voiture à Juba; ils ne savent pas conduire et menacent régulièrement de tirer sur les policiers. A Owinykibil, ils ne sont pas payés depuis 8 mois et commettent des crimes (viols fréquents). Certains soldats se sont auto-promus à des rangs qui n'existent même pas dans l'ALPS (ST 17/12/08).

Réfugiés

Le commissaire du comté de Kajo Keji s'est rendu dans les camps des quelques 20.000 réfugiés à Moyo et Adjumani dans le nord de l'Ouganda pour les inciter à rentrer chez eux dans la perspective des prochaines élections. Kajo Keji n'est qu'à 30 km de la frontière avec l'Ouganda et reste traumatisé par les exactions de l'ARS. Cette campagne de sensibilisation est soutenue par l'Ouganda et le HCR prêt au rapatriement des réfugiés. Ceux-ci redoutent le manque de services, d'emplois et d'éducation pour leurs enfants. Depuis la fin de la saison des pluies, le rapatriement s'accroît selon le HCR qui prévoit le retour de 54 000 réfugiés du Kenya, d'Ouganda et de Somalie. Depuis la signature du CPA, environ 209 000 réfugiés sont rentrés et plus de 2 millions de déplacés sont retournés dans le Sud (ST 12/12/08).

Recensement

Salva Kiir annonce qu'il refusera les résultats du recensement s'ils sont douteux. Ce 5ème recensement s'est tenu du 22 au 30 avril 2008 dans des conditions difficiles, malgré la réticence et les mises en garde du GoSS : déplacés et réfugiés absents, logistique et questionnaire insuffisants, conditions atmosphériques déplorable. Le Sud voulait que deux questions figurent sur le questionnaire: l'origine ethnique et la religion. Elles ont été supprimées. C'était le premier recensement présenté comme complet depuis l'indépendance de 1956 mais la population du Sud n'a pu être recensée en totalité (90% tout au plus). Il est censé donner un portrait suffisamment fiable de la population pour répartir le pouvoir et les richesses, notamment la manne pétrolière. Kiir ne tolérera pas des résultats qui fixent la population du Sud en-dessous de la barre des 15 millions. Les résultats pourraient être publiés autour du 9 février et les circonscriptions pour les élections nationales de 2009 seront définies en fonction d'eux. Or, il est probable que cette consultation sera différée en raison du retard pris pour sa préparation, faute de quoi elle tomberait pendant la saison des pluies, qui sont extrêmement abondantes. L'enjeu est colossal et les tensions s'accroissent entre les deux partis antagonistes (CN et MLPS) qui rivalisent de déclarations tonitruantes. Yassin Al Haj Abdin, président de l'Agence centrale des statistiques, a annoncé qu'il donnerait en premier lieu les informations permettant le tracé des circonscriptions et l'organisation des listes électorales (ST 04/12/08 ; 07/12/08 ; 22/01/09).

Abdin a jeté de l'huile sur le feu en annonçant des chiffres réduisant la population du Sud à moins d'un tiers de celle du pays. Nombreux sont

ceux qui estiment que les conditions du recensement sont loin d'avoir été réunies : au Darfour, des millions de personnes n'ont pu être recensées, soit elles étaient déplacées, soit les chefs insurgés ont interdit le recensement. Finalement, Salva Kiir souhaite un consensus lors de la publication des résultats et appelle les deux conseils du Nord et du Sud sur le recensement à trouver un terrain d'entente. Kiir a traité l'annonce prématurée de Yassin Al Hadj de manipulation et de chantage intolérables. Deux experts étrangers, danois et sud-africain, assisteront à la proclamation des résultats (ST 11/01/09).

Elections

Le MLPS s'est dit prêt à organiser les élections dans un climat de liberté et d'intégrité. Selon le CPA, elles devraient se tenir avant juillet 2009, soit quatre ans après la création du gouvernement d'unité nationale en juillet 2005 mais des experts conseillent de les organiser en novembre pour éviter la saison des pluies. Le conseiller du Président et vice-Président du CN, Nafi Ali Nafi, puis Ali Osman Taha, ont refusé de les différer. Conformément au CPA, le MPLS insiste pour une révision de la législation existante, notamment sur la sécurité nationale, la presse et les publications. Il exige l'arrêt de la censure, de la détention et de la torture (ST, 06/12/08; 09 12).

Sécurité

Il n'existe pas de paix dans le Sud tant les frictions et les points de conflit sont nombreux. Outre les massacres commis par l'ARS en Equatoria Occidentale, le long de la frontière avec la RDC, on se bat à Warrap au sud de Rumbek, dans l'Equatoria orientale et dans bien d'autres endroits encore... chaque fois pour des raisons différentes. Partout, la tension est vive en raison des enjeux nationaux proches. Machar, qui a passé Noël dans l'Etat de Jonglei, a souligné la violence endémique et les relations difficiles avec les Murle, bien que le désarmement des populations civiles se poursuive. Il a incité les Murle à vivre en paix avec leurs voisins et à mettre un terme au vol de bétail et enlèvements d'enfants qu'ils pratiquent régulièrement. Six enfants de 4 et 5 ans, qu'ils avaient enlevés en novembre en Equatoria central, lui ont été rendus le jour de Noël pour qu'il les remette à leurs familles (ST 27/12/08).

Le GoSS organise des réunions de réconciliation entre communautés rivales pour établir une coexistence pacifique alors que l'on redoute, pendant la saison sèche, les conflits dus à l'accès aux pâturages et aux points d'eau, aux vols de bétail, les enlèvements d'enfants ou la simple vengeance. Alors que Machar se trouvait à Jonglei, des Murle ont lancé trois raids qui ont fait plusieurs morts et blessés à Bor. Des tensions entre Nuer, Lou Nuer et Jikany Nuer pourraient dégénérer à propos du droit de passage vers les pâturages et points d'eau. Même chose entre Dinkas et Lou Nuer. L'insécurité vulnérabilise le Jonglei et l'Etat des Lacs a récemment focalisé l'attention des médias avec ses conflits inter-communautaires (ST 04/01/09).

L'insécurité gagne dans le Sud : prolifération et usage d'armes à feu, meurtres récurrents à Juba et attaques accrues de l'ARS. L'assemblée a pris des résolutions pour lutter contre la violence, accusant le GoSS de ne pas réagir avec force à cette situation. La veille du Nouvel An, 4 personnes ont été tuées à Juba par des hommes armés chargés de la sécurité.

Il est urgent d'appliquer le programme désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), destiné aux anciens combattants démobilisés afin qu'ils remettent leurs armes. 7.000 soldats des forces gouvernementales (SAF) refusant d'être redéployés dans le Nord se trouveraient à Juba avec leurs armes. Il y en aurait 3.600 à Malakal et un nombre indéfini à Wau : ils représentent une menace pour la paix civile et sont invités à suivre le programme DDR (ST 08/01/09).

Dans le comté de Mwolo, en décembre, des combats entre Dinka Agar et Jur ont fait plusieurs morts et blessés à propos de vols de bétail et de droits d'accès aux pâturages. Les Jur ont fui et ne voient pas les autorités réagir pour les protéger. Le gouvernement doit intervenir d'urgence pour que la population puisse rentrer faire les récoltes. Pour l'instant, dépourvue de tout, elle vit sous les arbres.

Des combats meurtriers entre deux clans Dinka à Warrap dans l'Etat des Lacs ont fait 41 morts; des dizaines de blessés et des centaines de déplacés. Les Agaar et les Jur se battent également et des centaines de femmes et d'enfants se réfugient à Wau tous les jours. Machar doit se rendre sur place ainsi que dans le Jonglei, le Haut Nil et l'Etat d'Unité pour tenter de désamorcer de tels incidents meurtriers. Fin janvier, des hommes armés ont attaqué un camion près du comté de Duk, où vivent des Dinka, et ont tué 7 personnes. Le bureau politique du MLPS s'inquiète de ce regain de

violence et somme le GoSS de réagir. Celui-ci déploie l'ALPS et poursuit le désarmement des civils. Il lance un programme de construction de puits les zones sensibles pour désamorcer les causes de conflits pendant la saison sèche. Des députés imputent la recrudescence de la violence au GoSS qui n'a pas su appliquer les mesures votées sur la sécurité (ST,24/01/09 ; RIN, 27/01/09).

A Malakal (Haut-Nil), des combats entre Dinka et Shilluk ont fait 9 morts et des dizaines de blessés lors de l'anniversaire de la signature du CPA, le 9 janvier. Trois cents familles ont perdu leurs maisons, puis les combats ont gagné des villages voisins. L'incident a éclaté lorsque des danseurs dinka sont entrés dans le stade où se déroulaient les cérémonies et ont prétendu se produire devant les représentants Shilluk, majoritaires dans la ville. Ils ont refusé que les Dinka dansent les premiers. Les autorités sont tenues pour responsables de cet incident, pour n'avoir pas anticipé la rivalité ancestrale des deux communautés. La police, qui a tué deux personnes, devra justifier de l'usage abusif de la force.

Corruption

Lors de la session des 21 et 22 janvier, les députés nommés par le MPLS en attendant l'élection de 2009 ont fait le bilan de quatre années de fonctionnement. Beaucoup de projets restent inachevés. Ce fut le moment de régler les comptes, de regretter la dépendance envers l'étranger et de dénoncer de nombreux dysfonctionnements.

Le 21 janvier, le budget a été lu devant l'assemblée et 23 ministres du GoSS. Les critiques ont fusé sur les erreurs de gestion, l'incompétence de certains services et la corruption. On a reproché au gouvernement de ne pas avoir utilisé les compétences de Sud-Soudanais hautement qualifiés en gestion et d'avoir fait appel aux étrangers. Le ministre des Finances peut-il montrer à la population les écoles, les hôpitaux et les routes construits depuis 3 ans pour lancer le développement du Sud? A ce moment le président canadien parlait très fermement à Kiir de l'incapacité qu'avait son pays à évaluer les dépenses du Sud.

Selon le président de l'assemblée Wani, les ministres doivent remettre un rapport trimestriel mais ils ne le font pas. Les fonctionnaires cherchent à se faire soigner à l'étranger au lieu d'utiliser cet argent pour construire des hôpitaux dans le Sud. Les ministres du GoSS ont été convoqués pour un bilan mais ont refusé de se présenter devant un comité législatif spécial. On leur a demandé, ainsi qu'aux autres responsables du GoSS, de ne plus acheter de voitures de luxe afin de réduire la consommation d'énergie ! Arthur Akuein, l'ancien ministre des Finances, a précisé que si le GoSS ne mettait pas sur pied un système d'audit, les allégations de corruption se fonderaient sur des rumeurs et nul ne serait arrêté ni poursuivi (ST 22/01/09).

Le 23 janvier, les députés ont voté le budget. Wanji, président du comité sur l'économie, le développement et les finances, a souligné que les ministères avaient trop dépensé. En 2008, la présidence a dépassé son budget de 98 %, la vice-présidence de 100 %, le bureau des affaires présidentielles de 100 %, la justice de 90 %, la corporation régionale de 80 %, l'assemblée législative du Sud de 27 % et le ministère de l'Information et de la Diffusion de 160 %. La crise budgétaire est directement imputable aux ministères eux-mêmes qui ont engagé l'économie dans des impasses, limitant les activités de production et de développement qui auraient donné du travail aux Soudanais du Sud. De nombreux jeunes diplômés sont sans emploi, le gouvernement préférant recruter des étrangers. Wanji, qui a sollicité le ministre des Finances pour mettre en place un contrôle de l'économie locale et des taux de change, a souligné que la production locale de denrées alimentaires était fondamentale pour le Sud, qui pour l'instant les importe. Le député Mori a souhaité que des prêts soient consentis aux étudiants. Le ministre de l'Education a indiqué qu'il y avait 28 000 enseignants et personnels administratifs et qu'existaient des bourses pour des étudiants à l'étranger. Mori a demandé que le GoSS indique les sommes d'argent dépensées lors des interminables négociations avec l'ARS. Achol Marial Deng souhaite faire la lumière sur les fonds votés par l'assemblée et l'identité des individus qui ont bénéficié de prêts entre 2006 et 2008. A défaut, le ministre des Finances pourrait être accusé d'avoir distribué de l'argent à des proches : il a dépensé 4,4 milliards SDG sans l'approbation de l'assemblée et on aimerait qu'il ne camoufle pas ses dépenses par des aides alimentaires d'urgence. Sur les 15 véhicules commandés pour les pompiers lors du précédent budget, 2 seulement ont été livrés : où sont passés les 13 autres ? (ST, 23/01/09).

Droits de l'homme

Thomas Dut, président de la commission des droits de l'homme du Sud, a rappelé que la commission a été saisie d'affaires d'enlèvements, de viols et de meurtres dans les Etats de Warrap et de l'Equatoria orientale, où des civils ont été arrêtés par des militaires et des étrangers agressés. Le juge Dong Samuel, de l'ordre des avocats du Sud-Soudan, a rappelé que les prisonniers étaient détenus à Juba dans des conditions inhumaines et dégradantes, s'entassant à 800 dans des cellules prévues pour 300 prisonniers. Il a accusé sans les nommer certains fonctionnaires de torturer les prisonniers et dénoncé la manière inacceptable dont les policiers ou le procureur général les ont jetés en prison, simplement pour plaire aux dirigeants en place. Il a ajouté que les règlements militaires et la loi martiale imposés aux civils sont néfastes et doivent être condamnés par tous les Soudanais favorables à la paix. Nelson Umbu, représentant du programme pour le développement des Nations Unies, a déclaré que les droits de l'homme sont violés par les agents de l'Etat et que son organisation fournit de l'aide aux policiers et aux prisons dans le but de réduire ces violations dans le Sud. Margaret Abudi a promis que la loi sur les droits de l'homme, votée après un débat houleux, rendraient les citoyens soudanais plus conscients de ces violations. Bien que le MLPS ait nommé une commission indépendante en juin 2007, elle a soutenu que la commissions anti-corruption et celle des droits de l'homme, qui avaient un pouvoir extra-judiciaire, n'avaient pu fonctionner correctement depuis 2 ans en Equatoria orientale, le gouverneur Ojetuk ayant refusé des traitements médicaux à des personnes qu'il avait fait emprisonner (ST 11/12/08 ; 13/01/09).

ARS

Riek Machar a confirmé l'attaque surprise menée le 14 décembre par les armées ougandaise, congolaise et les troupes de l'ALPS contre l'ARS retranchée dans le parc national de Garamba au Congo, près de la frontière soudanaise, en en rejetant la responsabilité sur Kony, qui a refusé par trois fois de signer la paix. Les médiateurs (du processus de paix) ont été informés peu de temps avant l'attaque. Les frontières avec le Soudan ont été fermées pour éviter que le conflit ne déborde à nouveau mais le poste de Rikwamba reste ouvert, au cas où Kony se déciderait soudain à signer. L'APLS s'est déployée le long des trois frontières et le long des axes de communication pour protéger la population et maintenir les échanges commerciaux. Selon Caritas, l'ARS aurait massacré plus de 400 personnes dans une église dans le nord-est du Congo depuis le 25 décembre avant de se replier vers la République centrafricaine, d'autres groupes, entrés au Soudan dans la région de Yambio, terrorisent la population et ont massacré des dizaines de civils : chassés de leurs repères, les rebelles de l'ARS pillent et massacrent pour se procurer de la nourriture et survivre dans la jungle. En deux semaines, 50 personnes ont été tuées à Maridi, dans l'Equatoria occidentale, qui demande un renforcement militaire pour protéger la population et dont le gouverneur a lancé un appel à l'aide internationale pour accueillir les milliers de déplacés. Cet Etat a enregistré 8000 personnes démunies qui ont fui leurs villages. Les populations locales déjà bien éprouvées n'ont pas les moyens de les entretenir. Les NU évaluent à 130 000 le nombre des personnes déplacées et à 900 celui des tués depuis le début de l'offensive. Les vols de bétail aggravent la situation : on estime à plus de 6000 à Mvolo le nombre des personnes déplacées à la suite de vols de bétail depuis l'Etat des Lacs. Les besoins sont immenses, les enfants souffrent de malaria, de pneumonies et d'autres maladies qu'on ne peut traiter faute de médicaments et tout laisse croire qu'une catastrophe humanitaire se profile (ST 15/12/08 ; 23/12/08 ; 02/01/09 ; 06/01/09 ; 19/01/09 ; BBCnews, Mundri, 28/01/09).

L'ALPS a découvert 16 corps après que l'ARS ait enlevé des personnes à Tore Wandu, Mabe et Diko dans l'Equatoria occidentale. L'organisation mondiale des Azande a dénoncé l'insécurité qui règne sur la route Yambio-Yei-Juba et elle a demandé à Salva Kiir d'intervenir pour y mettre un terme. Les enlèvements et meurtres sont si nombreux que la connection avec l'Ouganda est coupée. Machar a rejeté la requête des habitants de la région qui demandaient à pouvoir porter des armes pour se défendre. Les autorités ont voulu prendre leur défense en main. Okot Odhiambo, numéro deux de l'ARS blessé au cours de l'offensive, envisage de se rendre aux autorités ougandaises via l'organisation internationale des migrations, dès qu'il aura l'assurance de ne pas être envoyé devant la CPI (ST 16/01/09 ; AFP 27/01/09).

Elias

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Susan Rice a été nommée ambassadrice des USA au NU avec le rang exceptionnel de ministre. Elle partage avec Obama « *l'opinion que les NU sont un forum indispensable et imparfait* ». Dans l'administration Clinton, elle fut à 35 ans, secrétaire d'État aux Affaires africaines avant de conseiller le sénateur Obama sur les relations étrangères. Comme le président et le vice-président, comme la secrétaire d'État Hillary Clinton et le général James Jones, conseiller à la Sécurité nationale, elle critique la politique soudanaise. Trois institutions américaines, qui ont établi un document de 174 pages sur le **génocide** dans le monde **sans mentionner** expressément le **Soudan**, recommandent la création d'un Comité de prévention des atrocités doté de canaux d'alerte qui aviseraient directement le Conseil de Sécurité nationale. **Georges W. Bush**, juste avant la fin de son mandat, semble avoir été poussé par les activistes à se charger du transport de matériel pour la Minuad et à soutenir la CPI ; à la veille de son départ de la Maison blanche, **Salva Kiir** s'est rendu à Washington pour le remercier de son intervention au Sud en faveur de la paix durant de nombreuses années. Il reçut un accueil mitigé. De même, à la grande fureur de Khartoum, le **MJE** s'est rendu à Washington pour affirmer que son but stratégique était la paix et la stabilité, au moment même où il réactivait la guerre. Condolezza Rice, secrétaire d'État du gouvernement Bush, a dit son regret que les États-Unis n'aient pas fait plus pour le Darfour.

Fin janvier, le **nouvel envoyé spécial russe au Soudan** conseille de « *garder toutes les portes ouvertes* » et propose un forum sur le Darfour « *plus tard dans l'année* », probablement trop tard. Est-ce voulu ? (ST 25/01/09 ; 29/01/09). En **Grande-Bretagne**, le président d'un groupe de plus de cent parlementaires, a déclaré : « *On a besoin d'une nouvelle stratégie pour mettre ensemble le Darfour, le Sud, les zones de transition aussi bien que le Nord et l'Est.* » Nicolas Sarkozy, qui a rencontré Béchir à Doha en novembre pour lui conseiller de changer d'attitude sans quoi il lui faudrait rendre des comptes à la CPI, s'est attiré les foudres des activistes français et du gouvernement soudanais. Les premiers s'indignent de voir le **président français** marchander avec un homme coupable de génocide, le second l'accuse de double jeu et exige qu'il expulse Abdel Wahid Al Nur.

Le **journal égyptien semi-gouvernemental Al Ahram** s'est moqué de **Béchir** pour s'être rendu au forum du Qatar sur Gaza, forum boycotté par l'Égypte, l'Arabie Saoudite et l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas qui jugeaient cette réunion contre-productive au moment où ils tentaient d'obtenir un cessez-le-feu. Les Égyptiens ont critiqué la CPI et soutenu Béchir et mais Mubarak lui aurait conseillé d'abandonner son poste. Le ministre égyptien des affaires légales et parlementaires, lors d'un forum à l'ambassade saoudienne, a soutenu que la seule issue pour le Soudan et son président serait de prendre « *des mesures concrètes et concises* » plutôt que de camper sur des positions extrémistes.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Encore la corruption – Peu de temps avant l'arrestation de son mari Hassan el Tourabi, le chef du parti du Congrès populaire, Wisal el Mahdi, qui est aussi la soeur de l'ex-premier ministre Sadiq, a accusé le Congrès national d'avoir « *faim de pouvoir et de richesse* » et donné des exemples de corruption d'officiels : « *Allez à Kafouri (petite zone très riche sise à Khartoum Nord), vous verrez 21 propriétés possédées par le Président de la République ou ses parents. Puis allez à Al-Raqi voir les maisons d'Al Béchir, d'Ali Osman de Mustafa Ismail* ». Al Jaz, ministre du pétrole, a acheté 30 appartements à Dubaï dans les îles du Palmier et en aurait voulu plus, mais l'émirat lui a demandé la source de ses revenus qu'il a refusé de donner. Bien sûr, il s'agit du pétrole soudanais. Selon Transparency International, le Soudan est l'un des trois pays les plus corrompus d'Afrique avec le Tchad et la Guinée (ST 30/12/08).

Le **MJE** et le **Mouvement d'association du Kordofan** sont tombés d'accord pour **renverser le gouvernement**. Le Mouvement a été fondé en Belgique en 2006. En 2007, le gouvernement a tué son chef au Kordofan. Les deux groupes disent vouloir se coordonner avec tous les mouvements et personnalités, au Soudan et à l'étranger, qui croient dans un partage équitable du pouvoir et des richesses (ST 01 01 09). Rappelons que le président du MJE a un passé sulfureux et qu'il a torturé des Sudistes pendant la guerre.

Sadiq el Mahdi s'est plaint que le CN n'ait pas mentionné ses propositions à l'initiative du peuple du Soudan du Darfour. Sadiq a rencontré une opposition sérieuse de son parti pour y avoir participé et avoir auparavant signé l'Accord de réconciliation national avec le CN. On peut se demander s'il dit la vérité ou s'il veut rattraper ses erreurs (ST 11/01/09). Abdallah Gosh, chef de la Sécurité, admet que malgré l'appui arabe et

africain, la politique de l'Union européenne risque de l'emporter. Selon lui, le mandat d'arrêt délivré contre Béchir risque de susciter des attentats contre des Occidentaux qui devront quitter le pays, bien qu'il nie la présence d'Al Qaida au Soudan. Est-ce l'adieu de ses fidèles à Béchir ?

L'enseignement religieux au Nord-Soudan

Au Nord du Soudan, l'arabe est la langue officielle. Tout l'enseignement repose sur le Coran, selon le seul programme et avec le seul livre autorisés par le ministère. En lecture, jusqu'à 80% sont des textes coraniques : ainsi, en 4ème primaire, deux chapitres sont consacrés à l'histoire de Marie rapportée par la « *sourate de la Vierge* » ; en calcul, voilà un problème posé aux élèves de la même année : « *Si Ahmed habite à 75 mètres de la mosquée, quelle distance devra-t-il parcourir quotidiennement pour faire les cinq prières réglementaires ?* » En morale : « *Ce que ne doit pas faire une petite fille en rentrant de l'école ? - Laisser voir ses cheveux ou ses bras, parler aux garçons ou s'attarder dans la rue avec ses amis* ». Les enseignants doivent commenter ces textes selon la méthode du ministère, les élèves les mémoriser mot pour mot et les commenter pour passer dans la classe supérieure. En histoire, les mille ans de l'histoire du Soudan avec les Royaumes chrétiens ont disparu du programme. Le système influence les enfants et en fait des « *chrétiens à mentalité islamique* ».

L'enseignement religieux est obligatoire à tous les niveaux, universités incluses depuis 2004. Les élèves ont le choix entre islam et christianisme. L'animisme, considéré comme une atteinte aux droits de l'homme, est exclu. Les Églises ne semblent pas voir qu'elles en nient ainsi l'existence, les Sudistes refusant massivement l'islam lié à l'esclavage. Les programmes chrétiens ont été établis par une commission mêlant catholiques, orthodoxes et pasteurs protestants. Le ministère imprime les livres après avoir contrôlé l'enseignement dont il oblige parfois à modifier des expressions « *incompatibles* » avec la religion dominante. Le choix est théorique. Il n'y a pas de professeurs chrétiens disponibles dans la majorité des écoles gouvernementales. Les élèves apprennent donc l'islam. Pour ceux qui apprennent le christianisme, les enseignants, formés à une lecture fondamentaliste du Coran, l'appliquent à la Bible et refusent toute exégèse, certains catéchistes n'ayant pas intériorisé celle de l'Évangile. Les différentes Églises n'ayant pu s'entendre sur une traduction, les livres scolaires citent seulement des références, pas des citations. Tous les examens sont éliminatoires, ce qui transforme les cours en séances de bachotage. Malgré leur bonne volonté, beaucoup d'enseignants sont incompetents et bien des lacunes sont dues aux différences entre confessions.

Un accord amiable a été trouvé entre les Églises et l'État. Les premières organisent dans des centres paroissiaux des cours de religion enseignés par des bénévoles, suivant les programmes officiels, elles communiquent les résultats d'examens aux directeurs d'école. Mais l'homologation des centres est soumis au bon vouloir de chefs locaux; enseignants et élèves se déplacent sur de grandes distances, trop grandes pour les petits qui apprennent donc l'islam, les transports sont très chers; les livres introuvables, parfois seul le professeur en a un qu'il doit copier au tableau noir pour que les élèves recopient ; et quand il n'y a pas de paroisses, il n'y a pas d'enseignement de la religion chrétienne. 2005 a apporté la paix. Toutefois rien n'a changé dans l'enseignement au Nord.

S O M M A I R E

ÉDITORIAL	p. 1
À l'Ouest, au Nord et à l'Est, un désastre ; au Sud, un bilan morose <i>Bételgeuse, Deimos et Elias</i>	
DAR FOUR <i>Deimos</i>	p. 2, 3
DROITS DE L'HOMME	p. 4
PÉTROLE, ARMES, ÉCONOMIE <i>Nekkar</i>	p. 5
SUD SOUDAN <i>Elias</i>	p. 6, 7
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	p. 8
POLITIQUE INTÉRIEURE	p. 8